

Table des matières

1. NOTARIAT

a) Loi organique

- 9 décembre 1976. – LOI relative à l'organisation du notariat (*Mémorial A n° 76, 14 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976*) 1
- 31 décembre 1938. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL concernant l'assainissement et la réorganisation du notariat (*Mémorial A n° 91, 31 décembre 1938*) 11

b) Tarif

- 9 décembre 1862. – LOI sur le tarif des notaires (*Mémorial A n° 20, 13 décembre 1862*) 16
- 31 décembre 1938. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL sur les honoraires et émoluments notariaux (*Mémorial A n° 91, 31 décembre 1938; Rect. Mémorial A n° 92, 31 décembre 1938*) 17
- 24 juillet 1971. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant révision du tarif des notaires (*Mémorial A n° 51, 6 août 1971*) 18
- 26 septembre 1973. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL établissant le tarif des honoraires de notaire pour les actes de remembrements ruraux (*Mémorial A n° 58, 12 octobre 1973*) 25

c) Accès à la profession

- 10 juin 2009. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat (*Mémorial A n° 140, 17 juin 2009*) 26

d) Nombre et résidence des notaires

- 17 août 1994. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet de déterminer le nombre et la résidence des notaires (*Mémorial A n° 83, 13 septembre 1994*) 31

e) Caisse commune du notariat

- 27 mai 1938. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL concernant la Caisse commune du notariat (*Mémorial A n° 32, 28 mai 1938*) 32

f) Lutte contre le blanchiment

- 12 novembre 2004. – LOI relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le Code pénal; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts («Abgabenordnung») (*Mémorial A n° 183, 19 novembre 2004*) 33
- 10 juillet 2020. – LOI portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (*Mémorial A n° 581, 13 juillet 2020*) 66
- 19 décembre 2020. – LOI relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière (*Mémorial A n° 1072, 23 décembre 2020*) 75
- 1^{er} février 2010. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant précision de certaines dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (*Mémorial A n° 15, 4 février 2010*) 77
- 14 novembre 2022. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant précision de la loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière (*Mémorial A n° 561, 14 novembre 2022*) 80

g) Archivage

17 août 2018. – LOI sur l’archivage et portant modification 1^o de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l’État; 2^o de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 3^o du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l’administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais (*Mémorial A n° 706, 21 août 2018*)..... 81

9 octobre 2019. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités d’établissement des tableaux de tri, de destruction d’archives, de versement et de transfert d’archives (*Mémorial A n° 725, 29 octobre 2019*)..... 87

2. ACTE NOTARIÉ

a) Authentification des actes

25 janvier 1867. – LOI concernant la légalisation des signatures des notaires et des officiers de l’état civil (*Mémorial A n° 5, 11 février 1867*)..... 88

19 décembre 1842. – ARRÊTÉ DU CONSEIL DE GOUVERNEMENT relatif aux sceaux à apposer par les notaires sur les grosses et expéditions des actes qu’ils reçoivent (*Mémorial A n° 55, 24 décembre 1842*)..... 88

7 octobre 2000. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la formule exécutoire des jugements et actes (*Mémorial A n° 102, 7 octobre 2000*)..... 89

b) Désignation des personnes dans les actes notariés

26 juin 1953. – LOI concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques (*Mémorial A n° 39, 26 juin 1953*)..... 90

23 décembre 1953. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL réglant l’exécution de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques (*Mémorial A n° 76, 23 décembre 1953*)..... 92

11 novembre 2003. – LOI relative à la publicité foncière et portant modification – de la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques; – de la loi du 30 mars 1979 organisant l’identification numérique des personnes physiques et morales; – de la loi du 9 août 1980 relative à l’inscription des testaments (*Mémorial A n° 163, 18 novembre 2003*)..... 92

c) Enregistrement des actes notariés

Délais d’enregistrement

12 décembre 1798. – LOI sur l’enregistrement (*Mémorial A n° 7, 7 janvier 1798*)..... 94

Lieu de l’enregistrement

12 décembre 1798. – LOI sur l’enregistrement (*Mémorial A n° 7, 7 janvier 1798*)..... 96

Dispense de l’enregistrement de certains actes

23 décembre 1913. – LOI concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l’administration de l’enregistrement et des domaines (*Mémorial A n° 82, 29 décembre 1913*)..... 97

28 décembre 1883. – LOI concernant les associations syndicales pour l’exécution de travaux de drainage, d’irrigation, etc (*Mémorial A n° 63, 31 décembre 1883*)... 97

Enregistrement des actes notariés de société

19 décembre 2008. – LOI – portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d’enregistrement – portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux – modifiant: • la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d’enregistrement, de timbre, de succession, etc. • la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif • la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation • la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d’investissement en capital à risque (SICAR) • la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep • la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d’investissement spécialisés – et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l’impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d’enregistrement (*Mémorial A n° 207, 24 décembre 2008*) . 98

21 décembre 2001. – LOI portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects (*Mémorial A n° 157, 27 décembre 2001*)..... 98

Droits d’enregistrement

13 juin 1984. – LOI portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d’enregistrement, de succession et de timbre (*Mémorial A n° 55, 14 juin 1984*)..... 99

Dépôt tardif

12 décembre 1798. – LOI sur l’enregistrement (*Mémorial A n° 7, 7 janvier 1798*)..... 100

Obligation et contribution au paiement

12 décembre 1798. – LOI sur l’enregistrement (*Mémorial A n° 7, 7 janvier 1798*)..... 101

Dépôt électronique

8 juillet 2021. – LOI portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification: 1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement; 2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers; 3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie (*Mémorial A n° 520, 13 juillet 2021*) 102

8 juillet 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif au dépôt par voie électronique des documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 novembre 1971 portant simplification de la formalité de l'enregistrement des actes civils publics et des actes ou écrits faits sous signature privée (*Mémorial A n° 521, 13 juillet 2021*) 103

Divers

28 janvier 1948. – LOI tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession (*Mémorial A n° 9, 31 janvier 1948*) 106

26 mars 2014. – LOI visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification: – de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession; – de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement; – de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII; – de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII; – de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines (*Mémorial A n° 45, 31 mars 2014*) 111

28 décembre 1976. – LOI relative aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison de vices de construction (*Mémorial A n° 82, 29 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976*) 111

27 mars 2018. – LOI portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant 1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État; 4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe; 5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988; 6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail; 7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours (*Mémorial A n° 221, 28 mars 2018*) 112

d) Transcription de certains actes notariés**Généralités**

25 septembre 1905. – LOI sur la transcription des droits réels immobiliers (*Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905*) 113

25 septembre 1905. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant règlement pour l'exécution de la loi du même jour sur la transcription des droits réels immobiliers (*Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905*) 116

19 mars 1988. – LOI sur la publicité foncière en matière de copropriété (*Mémorial A n° 15, 12 avril 1988*) 117

22 juin 1988. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la publicité en matière de copropriété (*Mémorial A n° 36, 20 juillet 1988*) 117

Délai pour la transcription

3 janvier 1824. – LOI portant des modifications dans les dispositions existantes à l'égard des droits d'hypothèque (*Mémorial A n° 1, 1^{er} janvier 1824*) 118

Dépôt électronique

8 juillet 2021. – LOI portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification: 1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement; 2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers; 3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie (*Mémorial A n° 520, 13 juillet 2021*) 119

8 juillet 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif au dépôt par voie électronique des documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 novembre 1971 portant simplification de la formalité de l'enregistrement des actes civils publics et des actes ou écrits faits sous signature privée (*Mémorial A n° 521, 13 juillet 2021*) 120

21 octobre 2022. – RÈGLEMENT MINISTÉRIEL fixant les prescriptions techniques relatives au dépôt par voie électronique des documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (*Mémorial A n° 533, 26 octobre 2022*) 122

Dispositions concernant la transcription de certains actes spécifiques**a) Associations syndicales**

28 décembre 1883. – LOI concernant les associations syndicales pour l'exécution de travaux de drainage, d'irrigation, etc (*Mémorial A n° 63, 31 décembre 1883*) 124

b) Saisie-immobilière

3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (*Mémorial A n° 64, 17 août 1998*) 125

c) Échange de propriétés immobilières non bâties

18 juin 1876. – LOI portant réduction des droits à percevoir sur les actes d'échange de propriétés immobilières non bâties (*Mémorial A n° 41, 24 juin 1876*) 126

Transcription gratis

3 janvier 1824. – LOI portant des modifications dans les dispositions existantes à l'égard des droits d'hypothèque (*Mémorial A n° 1, 1^{er} janvier 1824*) 127

Droit de transcription

7 août 1920. – LOI portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc (*Mémorial A n° 57, 14 août 1920*) 128

18 juin 1876. – LOI portant réduction des droits à percevoir sur les actes d'échange de propriétés immobilières non bâties (*Mémorial A n° 41, 24 juin 1876*) 128

17 août 1935. – LOI concernant l'assainissement de certaines créances privilégiées et hypothécaires (*Mémorial A n° 53, 21 août 1935; Rect. Mémorial A n° 60, 25 septembre 1935*) 129

29 mai 1906. – LOI sur les habitations à bon marché (*Mémorial A n° 65, 31 octobre 1906*) 129

26 avril 1929. – LOI concernant la création d'un organisme pour l'allocation de crédits à taux d'intérêt réduit pour habitations à bon marché, biens ménagers et jardins ouvriers et pour l'amélioration hygiénique des logements (*Mémorial A n° 23, 3 mai 1929*) 129

14 juillet 1966. – LOI sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale (*Mémorial A n° 45, 24 août 1966*) 130

19 décembre 2008. – LOI – portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement – portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux – modifiant: • la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. • la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif • la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation • la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) • la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep • la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés – et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement (*Mémorial A n° 207, 24 décembre 2008*) . 130

Restitution du droit de transcription

3 janvier 1824. – LOI portant des modifications dans les dispositions existantes à l'égard des droits d'hypothèque (*Mémorial A n° 1, 1^{er} janvier 1824*) 131

12 décembre 1798. – LOI sur l'enregistrement (*Mémorial A n° 7, 7 janvier 1798*) 131

e) Légalisation des signatures des notaires

25 janvier 1867. – LOI concernant la légalisation des signatures des notaires et des officiers de l'état civil (*Mémorial A n° 5, 11 février 1867*) 132

f) Actes déposés

12 décembre 1798. – LOI sur l'enregistrement (*Mémorial A n° 7, 7 janvier 1798*) 133

g) Divers**L'accès au répertoire général des personnes**

30 mars 1979. – LOI organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales (*Mémorial A n° 46, 7 juin 1979*) 134

13 février 2004. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'accès et les modalités d'accès au répertoire général des personnes physiques et morales par les officiers publics et autres créateurs ou exécuteurs d'actes translatifs de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque (*Mémorial A n° 22, 27 février 2004*) 134

L'autorité parentale

15 mars 1803. – CODE civil 136

La minorité, la tutelle et l'émancipation

15 mars 1803. – CODE civil 140

Les majeurs protégés par la loi

15 mars 1803. – CODE civil 150

L'administration de la communauté et des biens propres

15 mars 1803. – CODE civil 154

La représentation du patient

24 juillet 2014. – LOI relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant: – la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers; – la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel; – le Code civil (*Mémorial A 31 juillet 2014, n° 140*) 156

Partenariats

9 juillet 2004. – LOI relative aux effets légaux de certains partenariats (*Mémorial A n° 143, 6 août 2004*) ... 158

24 juin 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/1104 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés (*J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017*) 173

1^{er} août 2018. – LOI 1^o relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés; et 2^o modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2^{ter} (*Mémorial A n° 788, 11 septembre 2018*) 181

Règles générales sur l'exécution forcée des jugements et actes

3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (*Mémorial A n° 64, 17 août 1998*) 182

Des voies à prendre pour avoir expédition ou copie d'un acte, ou pour le faire réformer

3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (*Mémorial A n° 64, 17 août 1998*) 186

3. ACTIVITÉS DU NOTAIRE

a) Privilèges et Hypothèques

Généralités

18 avril 1910. – LOI sur le régime hypothécaire (*Mémorial A n° 20, 20 avril 1910*) 189

19 avril 1910. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL concernant le règlement d'exécution de la loi du 18 avril 1910 sur le régime hypothécaire (*Mémorial A n° 49, 8 septembre 1910*) 192

3 janvier 1824. – LOI portant des modifications dans les dispositions existantes à l'égard des droits d'hypothèque (*Mémorial A n° 1, 1^{er} janvier 1824*) 194

Privilèges

15 mars 1803. – CODE civil 195

5 septembre 1807. – LOI sur le privilège établi au profit du Trésor public pour le remboursement des frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police 197

5 septembre 1807. – LOI relative aux droits du Trésor public sur les biens des comptables 198

Hypothèques

15 mars 1803. – CODE civil 199

Mode d'inscription des Privilèges et Hypothèques

15 mars 1803. – CODE civil 201

Radiation et réduction des inscriptions

15 mars 1803. – CODE civil 203

Mode de purger les propriétés des privilèges et hypothèques

15 mars 1803. – CODE civil 204

16 mai 1891. – LOI concernant les prêts hypothécaires remboursables à long terme et par annuités (*Mémorial n° 32, 5 juin 1891*) 205

Hypothèque fluviale

14 juillet 1966. – LOI sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale (*Mémorial A n° 45, 24 août 1966*) 207

9 novembre 1990. – LOI ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois (*Mémorial A n° 58, 12 novembre 1990*) 213

Hypothèque aérienne

29 mars 1978. – LOI concernant la reconnaissance des droits sur aéronef (*Mémorial A n° 17, 1^{er} avril 1978*) ... 220

Hypothèque légale du Fonds national de solidarité

26 juillet 1980. – LOI concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité (*Mémorial A n° 55, 12 août 1980*) .. 229

28 juillet 2018. – LOI relative au revenu d'inclusion sociale et portant modification 1^o du Code de la Sécurité sociale; 2^o du Code du travail; 3^o de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité; 4^o de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 5^o de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 6^o de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit; 7^o de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale et portant abrogation de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti (*Mémorial A n° 630, 30 juillet 2018*) 229

29 octobre 1986. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités d'application de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité et de la loi du 26 juillet 1986 portant a) création du droit à un revenu minimum garanti; b) création d'un service national d'action sociale; c) modification de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité (Mémorial A n° 85, 6 novembre 1986) 230

Hypothèque légale de l'État pour garantir la restitution éventuelle des primes de construction

26 mai 1954. – LOI modifiant et complétant les lois des 13 juillet 1949 et 23 avril 1951 relatives à l'octroi de prêts à taux réduit en vue de la construction ou de l'acquisition d'habitations à bon marché (Mémorial A n° 28, 26 mai 1954)..... 231

25 février 1979. – LOI concernant l'aide au logement (Mémorial A n° 16, 27 février 1979) 231

Hypothèque légale du syndicat à l'encontre des copropriétaires

16 mai 1975. – LOI portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (Mémorial A n° 28, 23 mai 1975)..... 232

Hypothèque légale pour le recouvrement de TVA

12 février 1979. – LOI concernant la taxe sur la valeur ajoutée (Mémorial A n° 11, 19 février 1979) 233

Hypothèque légale pour le recouvrement des contributions directes

27 novembre 1933. – LOI concernant le recouvrement des contributions directes des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale (Mémorial A n° 60, 6 décembre 1933)..... 234

Hypothèque légale pour le recouvrement du droit de succession

27 décembre 1817. – LOI sur la perception du droit de succession 236

b) Vente

Vente d'immeuble à construire

15 mars 1803. – CODE civil..... 237

28 décembre 1976. – LOI relative aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison de vices de construction (Mémorial A n° 82, 29 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976)..... 240

24 février 1977. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL pris en exécution de l'article 1601-5 du Code Civil (Mémorial A n° 9, 25 février 1977) 241

3 octobre 1978. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la garantie d'achèvement des travaux d'aménagement en cas de vente de terrain à bâtir (Mémorial A n° 68, 23 octobre 1978) 241

3 septembre 1985. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant le contenu de la notice descriptive prévue à l'article 1601-5 du code civil (Mémorial A n° 63, 10 octobre 1985) 242

Pacte logement

22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008) 249

Privilege du vendeur

15 mars 1803. – CODE civil 258

Certificat de performance énergétique

9 juin 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la performance énergétique des bâtiments (Mémorial A n° 439, 9 juin 2021) 259

Crédit d'impôt

30 juillet 2002. – LOI déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, et portant modification: 1. de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché; 2. de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; 3. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 4. de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; 5. de la loi du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects (Mémorial A n° 82, 1^{er} août 2002) 267

Surtaxe communale sur les mutations immobilières

Ville de Luxembourg

septembre 2021. – RÈGLEMENT-TAXE 269

Commune de Mamer

11 décembre 2020. – RÈGLEMENT-TAXE 270

Droit de préemption

21 septembre 2006. – LOI sur le bail à usage d'habitation (Mémorial A n° 175, 2 octobre 2006) 271

22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008) 271

23 décembre 2016. – LOI concernant la gestion du domaine public fluvial et portant a) modification • de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation, • de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert, • de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, • de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et • de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation; et b) abrogation • des articles 1 ^{er} , 2 et 5 de l'arrêté du Directoire exécutif du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) sur la navigation et les chemins de halage; • de la loi du 6 frimaire an VII de la République une et indivise (26 novembre 1798) relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables; • de l'arrêté royal du 3 mai 1817 concernant la navigation et le flottage sur les rivières du Grand-Duché; et • de la loi du 29 janvier 1890 concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés (<i>Mémorial A n° 298, 27 décembre 2016</i>)	272
3 février 2018. – LOI portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil (<i>Mémorial A n° 110, 6 février 2018</i>)	277
17 avril 2018. – LOI concernant l'aménagement du territoire et modifiant: 1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes; 2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique; 3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (<i>Mémorial A n° 271, 20 avril 2018</i>)	279
10 février 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL rendant obligatoire le plan directeur sectoriel «logement» (<i>Mémorial A n° 139, 25 février 2021</i>)	280
10 février 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL rendant obligatoire le plan directeur sectoriel «zones d'activités économiques» (<i>Mémorial A n° 142, 25 février 2021</i>)	280
18 juillet 2018. – LOI concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant 1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement; 2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts; 3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles. (<i>Mémorial A n° 771, 5 septembre 2018</i>)	281
Bail à ferme	
18 juin 1982. – LOI portant réglementation du bail à ferme (<i>Mémorial A n° 49, 21 juin 1982; Rect. Mémorial A n° 60, 24 juillet 1982</i>)	283
Mesures de publicité	
17 avril 2018. – LOI concernant l'aménagement du territoire et modifiant: 1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes; 2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique; 3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (<i>Mémorial A n° 271, 20 avril 2018</i>)	284
Logement de la famille	
9 juillet 2004. – LOI relative aux effets légaux de certains partenariats (<i>Mémorial A n° 143, 6 août 2004</i>)	285
15 mars 1803. – CODE civil	285
Bénéfice de cession et de spéculation	
a. Résidence principale	
4 décembre 1967. – LOI modifiée concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 79, 6 décembre 1967</i>)	286
b. Bénéfice de spéculation	
4 décembre 1967. – LOI modifiée concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 79, 6 décembre 1967</i>)	287
c. Bénéfice de cession	
4 décembre 1967. – LOI modifiée concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 79, 6 décembre 1967</i>)	288
d. Abattement	
4 décembre 1967. – LOI modifiée concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 79, 6 décembre 1967</i>)	289
c) Usufruit, Nue-propriété et droit d'habitation	
15 mars 1803. – CODE civil	290
10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915</i>)	293
d) Saisie immobilière et Ventes publiques	
3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>)	294
30 janvier 1889. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL approuvant les tarifs des frais en matière de saisie immobilière (<i>Mémorial A n° 8, 12 février 1889</i>)	304
30 janvier 1889. – ARRÊTÉ ROYAL GRAND-DUCAL approuvant le cahier des charges général pour les ventes sur saisie immobilière (<i>Mémorial A n° 8, 12 février 1889</i>)	305
5 août 2005. – LOI sur les contrats de garantie financière (<i>Mémorial A n° 128, 16 août 2005</i>)	307
e) Donations	
15 mars 1803. – CODE civil	309

21 avril 1928. – LOI sur les associations et les fondations sans but lucratif (*Mémorial A n° 23, 5 mai 1928*) 316
 30 juillet 1960. – LOI concernant la création d'un Fonds national de solidarité (*Mémorial A n° 49, 6 août 1960*) 316

f) Testaments

15 mars 1803. – CODE civil 317
 9 août 1980. – LOI relative à l'inscription des testaments (*Mémorial A n° 60, 15 septembre 1980*) 325
 30 décembre 1981. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de la loi du 9 août 1980 relative à l'inscription des testaments (*Mémorial A n° 102, 30 décembre 1981*) 325
 24 mars 1993. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL autorisant la création et l'exploitation d'une banque de données nominatives concernant l'inscription des testaments, ainsi que des donations entre époux pour cause de mort (*Mémorial A n° 28, 13 avril 1993*) 327
 13 juin 1978. – LOI portant approbation de la Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, faite à La Haye, le 5 octobre 1961 (*Mémorial A n° 35, 28 juin 1978*) 327
 29 mars 1978. – LOI portant approbation de la Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972 (*Mémorial A n° 19, 11 avril 1978*) 328
 4 juillet 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (*J.O. L 201, 27 juillet 2012; Rect. J.O. L 344, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 60, 2 mars 2013; Rect. J.O. L 243, 23 septembre 2019*) 330
 14 juin 2015. – LOI relative à la mise en application du règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et b) le Nouveau Code de procédure civile (*Mémorial A n° 128, 13 juillet 2015*) 341

g) Successions

Généralités

15 mars 1803. – CODE civil 342
 3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (*Mémorial A n° 64, 17 août 1998*) 354

Rendement des domaines agricoles et viticoles

31 janvier 1970. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant institution d'un organe de taxation en matière de droit successoral rural (*Mémorial A n° 8, 11 février 1970*) 360

14 juillet 1971. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet de définir et préciser les éléments nécessaires pour la détermination de la valeur de rendement d'un domaine agricole (*Mémorial A n° 47, 22 juillet 1971*) 360
 30 décembre 1981. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet de définir et de préciser les éléments nécessaires pour la détermination de la valeur de rendement d'un domaine viticole (*Mémorial A n° 102, 30 décembre 1981*) 362

Droit de succession

27 décembre 1817. – LOI sur la perception du droit de succession 366
 7 août 1920. – LOI portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc (*Mémorial A n° 57, 14 août 1920*) 371
 18 août 1916. – LOI portant majoration des droits de succession et de mutation par décès (*Mémorial A n° 63, 21 août 1916*) 376
 13 juin 1984. – LOI portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre (*Mémorial A n° 55, 14 juin 1984*) 376
 23 décembre 1913. – LOI concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines (*Mémorial A n° 82, 29 décembre 1913*) 377
 4 mars 1982. – LOI a) portant création d'un Fonds Culturel National; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie (*Mémorial A n° 12, 12 mars 1982*) 377

Droit international privé

4 juillet 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (*J.O. L 201, 27 juillet 2012; Rect. J.O. L 344, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 60, 2 mars 2013; Rect. J.O. L 243, 23 septembre 2019*) 378
 14 juin 2015. – LOI relative à la mise en application du règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen et modifiant a) la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers et b) le Nouveau Code de procédure civile (*Mémorial A n° 128, 13 juillet 2015*) 378

h) Contrat de mariage et régimes matrimoniaux

15 mars 1803. – CODE civil 379
 3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (*Mémorial A n° 64, 17 août 1998*) 392

24 juin 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/1103 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux (<i>J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017; Rect. J.O. L 167, 4 juillet 2018</i>).....	392	31 janvier 1970. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant institution d'un organe de taxation en matière de droit successoral rural (<i>Mémorial A n° 8, 11 février 1970</i>).....	475
1 ^{er} août 2018. – LOI 1 ^o relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés; et 2 ^o modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2 ^{ter} (<i>Mémorial A n° 788, 11 septembre 2018</i>).....	400	14 juillet 1971. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet de définir et préciser les éléments nécessaires pour la détermination de la valeur de rendement d'un domaine agricole (<i>Mémorial A n° 47, 22 juillet 1971</i>) ..	475
17 mars 1984. – LOI portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux, signée à La Haye, le 14 mars 1978 (<i>Mémorial A n° 29, 9 avril 1984</i>).....	400	30 décembre 1981. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL ayant pour objet de définir et de préciser les éléments nécessaires pour la détermination de la valeur de rendement d'un domaine viticole (<i>Mémorial A n° 102, 30 décembre 1981</i>).....	475
i) Divorce		k) Copropriété	
15 mars 1803. – CODE civil	403	16 mai 1975. – LOI portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (<i>Mémorial A n° 28, 23 mai 1975</i>).....	476
3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>).....	407	13 juin 1975. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL prescrivant les mesures d'exécution de la loi du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles (<i>Mémorial A n° 34, 20 juin 1975</i>).....	481
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1259/2010 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (<i>J.O. L 343, 29 décembre 2010</i>) .	413	19 mars 1988. – LOI sur la publicité foncière en matière de copropriété (<i>Mémorial A n° 15, 12 avril 1988</i>).....	484
18 décembre 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 4/2009 du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (<i>J.O. L 7, 10 janvier 2009; Rect. J.O. L 131, 18 mai 2011; Rect. J.O. L 8, 12 janvier 2013</i>).....	416	22 juin 1988. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la publicité en matière de copropriété (<i>Mémorial A n° 36, 20 juillet 1988</i>).....	485
23 novembre 2007. – PROTOCOLE de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires (<i>J.O. L 331, 16 décembre 2009</i>).....	457	l) Remembrement	
6 juin 1981. – LOI portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires, signée à La Haye, le 2 octobre 1973 (<i>Mémorial A n° 37, 22 juin 1981</i>).....	460	25 mai 1964. – LOI concernant le remembrement des biens ruraux (<i>Mémorial A n° 46, 3 juin 1964; Rect. Mémorial A n° 62, 6 août 1964</i>).....	487
17 juillet 1958. – LOI portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, signée à La Haye, le 24 octobre 1956 (<i>Mémorial A n° 42, 12 août 1958</i>).....	461	m) Superficie	
j) Partage		22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (<i>Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008</i>).....	499
15 mars 1803. – CODE civil	463	27 mars 2018. – LOI portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant 1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État; 4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe; 5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988; 6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail; 7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours (<i>Mémorial A n° 221, 28 mars 2018</i>) ...	500
3 août 1990. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les conditions auxquelles doivent répondre les baux de terre à prendre en considération pour déterminer l'unité économique viable visée aux articles 815 et 832-1 du code civil (<i>Mémorial A n° 38, 16 août 1990; Rect. Mémorial A n° 53, 8 octobre 1990</i>).....	475		

11 février 2020. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités d'évaluation et de calcul de la contrepartie monétaire dans le cadre d'un transfert de propriété et les modalités de calcul d'une redevance dans le cadre d'un bail emphytéotique ou d'un droit de superficie des biens immeubles affectés aux missions de sécurité civile (*Mémorial A n° 65, 12 février 2020*) 501

n) Emphytéose

22 octobre 2008. – LOI portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes (*Mémorial A n° 159, 27 octobre 2008*) 503

27 mars 2018. – LOI portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, modifiant 1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État; 4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe; 5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988; 6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail; 7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours (*Mémorial A n° 221, 28 mars 2018*)... 504

11 février 2020. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les modalités d'évaluation et de calcul de la contrepartie monétaire dans le cadre d'un transfert de propriété et les modalités de calcul d'une redevance dans le cadre d'un bail emphytéotique ou d'un droit de superficie des biens immeubles affectés aux missions de sécurité civile (*Mémorial A n° 65, 12 février 2020*) 504

o) Servitudes légales

19 juillet 2004. – LOI concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 141, 4 août 2004*) 506

17 avril 2018. – LOI concernant l'aménagement du territoire et modifiant: 1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes; 2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique; 3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (*Mémorial A n° 271, 20 avril 2018*)..... 506

10 février 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL rendant obligatoire le plan directeur sectoriel «logement» (*Mémorial A n° 139, 25 février 2021*) 507

10 février 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL rendant obligatoire le plan directeur sectoriel «zones d'activités économiques» (*Mémorial A n° 142, 25 février 2021*)..... 507

10 février 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL rendant obligatoire le plan directeur sectoriel «paysages» (*Mémorial A n° 140, 25 février 2021*) 507

10 février 2021. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL rendant obligatoire le plan directeur sectoriel «transports» (*Mémorial A n° 141, 25 février 2021*) 508

31 juillet 1962. – LOI ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre (*Mémorial A n° 47, 28 août 1962*)..... 508

14 septembre 1963. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la procédure d'enquête préalable à l'exécution des travaux visés à l'article 11 de la loi du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre (*Mémorial A n° 56, 30 septembre 1963*) 508

25 juillet 2002. – LOI portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie (*Mémorial A n° 108, 11 septembre 2002*) 509

17 décembre 1859. – LOI sur la police des chemins de fer (*Mémorial A n° 44, 28 décembre 1859*)..... 509

2 janvier 1797 (13 nivose an V). – ARRÊTÉ DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF sur les chemins de halage et la navigation..... 511

12 juillet 1844. – LOI sur les chemins vicinaux (*Mémorial A n° 38, 2 août 1844*)..... 511

7 Mars 1808. – DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe une distance pour les constructions dans le voisinage des cimetières hors des communes..... 512

19 décembre 2008. – LOI relative à l'eau modifiant 1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre; 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures; 4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; 7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la reconstruction de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts; 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables; 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau; 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau; 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre; 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 (*Mémorial A n° 217, 30 décembre 2008*) 512

20 mars 1876. – LOI sur la police des bâtiments et de leurs dépendances (*Mémorial A n° 22, 3 avril 1876*)... 513

13 janvier 1843. – LOI sur la compétence des tribunaux pour juger les contraventions en matière de grande voirie, et sur les autorisations de faire des constructions ou des plantations le long des routes (*Mémorial A 5, 21 janvier 1843*)..... 514

26 décembre 1855. – LOI sur le drainage et les irrigations (<i>Mémorial A n° 2, 25 janvier 1856</i>).....	514	23 décembre 2016. – LOI concernant la gestion du domaine public fluvial et portant a) modification • de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation, • de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert, • de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, • de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et • de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation; et b) abrogation • des articles 1 ^{er} , 2 et 5 de l'arrêté du Directeur exécutif du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) sur la navigation et les chemins de halage; • de la loi du 6 frimaire an VII de la République une et indivise (26 novembre 1798) relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables; • de l'arrêté royal du 3 mai 1817 concernant la navigation et le flottage sur les rivières du Grand-Duché; et • de la loi du 29 janvier 1890 concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés (<i>Mémorial A n° 298, 27 décembre 2016</i>)	525
1 ^{er} août 2007. – LOI 1) relative à l'organisation du marché de l'électricité; 2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie; 3) abrogeant – la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport; – la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes; – la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg; – la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg; – la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité; et 4) modifiant – la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; – la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 152, 21 août 2007</i>)	515	17 décembre 2021. – LOI portant transposition de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen et portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant: 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (<i>Mémorial A n° 927, 22 décembre 2021</i>).....	525
20 avril 1962. – LOI ayant pour objet l'établissement d'un réseau de transport de gaz par le syndicat intercommunal pour le transport de gaz (<i>Mémorial A n° 22, 12 mai 1962</i>)	517	25 février 2022. – LOI relative au patrimoine culturel et modifiant: 1° la loi modifiée du 4 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie; 2° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État; 3° la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; 4° la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage (<i>Mémorial A n° 80, 3 mars 2022</i>).....	581
30 juin 1964. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la procédure d'enquête préalable à l'exécution des travaux visés à l'article 5 de la loi du 20 avril 1962 ayant pour objet l'établissement d'un réseau de transport de gaz par le syndicat Intercommunal pour le transport de gaz (<i>Mémorial A n° 60, 25 juillet 1964</i>)	518		
27 novembre 1973. – LOI autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel (<i>Mémorial A n° 78, 19 décembre 1973</i>)	519		
23 décembre 1974. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la procédure d'enquête préalable à l'exécution des travaux visés à l'article 2 de la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel (<i>Mémorial A n° 9, 30 décembre 1974</i>).....	519		
2 août 1939. – LOI créant des servitudes de visibilité pour la voirie de l'État et des communes (<i>Mémorial A n° 53, 7 août 1939</i>).....	520		
21 décembre 2009. – LOI sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes (<i>Mémorial A n° 259, 28 décembre 2009</i>)	521		
17 janvier 1977. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL établissant les critères pour la fixation des points kilométriques délimitant les agglomérations en exécution de la loi du 17 juin 1976 portant limitation des accès à la voirie de l'État (<i>Mémorial A n° 7, 16 février 1977</i>).....	524		
		p) Mise en gage du fonds de commerce	
		27 mai 1937. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant réglementation de la mise en gage du fonds de commerce (<i>Mémorial A n° 39, 31 mai 1937</i>)	582
		q) Sociétés	
		Généralités	
		15 mars 1803. – CODE civil	585
		10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 90, 30 octobre 1915</i>).....	588
		24 mai 2011. – LOI concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées (<i>Mémorial A n° 109, 27 mai 2011</i>)	591

13 janvier 2019. – LOI instituant un Registre des bénéficiaires effectifs et portant 1° transposition des dispositions de l'article 30 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission; 2° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (*Mémorial A n° 15, 15 janvier 2019*). 600

Emploi des langues

9 décembre 1976. – LOI relative à l'organisation du notariat (*Mémorial A n° 76, 14 décembre 1976; Rect. Mémorial A n° 84, 31 décembre 1976*). 605

24 février 1984. – LOI sur le régime des langues (*Mémorial A n° 16, 27 février 1984*). 605

13 février 2007. – LOI relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant – modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, – modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (*Mémorial A n° 13, 13 février 2007*). 606

17 décembre 2010. – LOI concernant les organismes de placement collectif et – portant transposition de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) (refonte); – portant modification: – de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif; – de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; – de l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (*Mémorial A n° 239, 24 décembre 2010*). 606

r) ASBL et fondations

21 avril 1928. – LOI sur les associations et les fondations sans but lucratif (*Mémorial A n° 23, 5 mai 1928*). 607

s) Société d'impact sociétal

12 décembre 2016. – LOI portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, c) la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune (*Mémorial A n° 255, 15 décembre 2016*). 611

t) Ouvertures de crédit

15 mars 1803. – CODE civil 614

2 août 1977. – LOI portant création d'une Société Nationale de Crédit et d'Investissement (*Mémorial A n° 45, 8 août 1977*). 616

u) Procuration

15 mars 1803. – CODE civil 619

v) Divers

30 mars 2022. – LOI relative aux comptes inactifs, aux coffres-forts inactifs et aux contrats d'assurance en déshérence et modifiant: 1° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; et 2° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances (*Mémorial A n° 149, 1 avril 2022*). 621

2 février 2022. – LOI sur les armes et munitions et portant: 1° transposition de la directive (UE) 2021/555 du Parlement européen et du Conseil du 24 mars 2021 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes; 2° modification du Code pénal; 3° abrogation de la loi du 20 avril 1881 concernant le transport et le commerce des matières explosives (*Mémorial A n° 49, 2 février 2022*). 622